

Un haka parlementaire

Avec la Commission spéciale chargée d'examiner la réforme des retraites, le conflit se joue sur un nouveau terrain.

Si les députés socialistes et apparentés utilisent ce temps pour avancer leurs propositions et mettre en exergue les contradictions, souvent criantes du gouvernement, ceux de la France insoumise ont plutôt misé sur l'obstruction parlementaire allant jusqu'à déposer plusieurs milliers d'amendements.

Dans une Tribune publiée dans *Le Parisien*, Jean-Jacques Urvoas a expliqué les arrières-pensées des amis de Jean-Luc Mélenchon, mais aussi de ceux d'Édouard Philippe. Car cette stratégie profite autant à l'un qu'à l'autre.

Jean-Luc Mélenchon, en déposant près de 20 000 amendements, n'a cherché qu'à apparaître comme le principal opposant au projet du gouvernement alors même qu'il sait très bien que cette méthode pourrait, au mieux, retarder de quelques jours l'étude du texte. Ou alors pousser le gouvernement à utiliser le 49.3. En outre, l'enlisement des travaux permet de masquer la fragilité des contre-propositions de la France insoumise.

La majorité présidentielle a beau jeu de crier au scandale et à l'obstruction. Mais elle sait très bien que la Commission spéciale ne dispose que d'un temps limité et, en outre, l'ampleur de l'obstruction renforce la solidité du groupe majoritaire.

« Cette convergence d'intérêts garantit une étude heurtée du projet. Mais finalement cette obstruction n'est qu'un "haka parlementaire" », résume Jean-Jacques Urvoas. Et ce n'est pas



Masquer la fragilité des contre-propositions

parce que les *All Blacks* ont l'air effrayants qu'ils remportent tous leurs matches.

De leur côté, les députés socialistes préfèrent pointer les contradictions ou les « omissions » du gouvernement. C'est notamment autour de la question de l'âge ou plutôt de la date de naissance des salariés concernés par le projet de réforme qu'ont porté les discussions.

Le gouvernement avait annoncé que seuls les salariés nés après 1975 seraient concernés par le projet. Sous-entendu : les Françaises et les Français qui sont nés avant cette date n'ont aucune raison de faire grève et n'ont rien à faire dans les rues les jours de mobilisation nationale.

Cependant, en creusant un peu la question, les députés socialistes se sont rendus compte que l'affaire n'était pas aussi simple. **« Pour les générations nées avant 1975, nous avons obtenu, lors de la séance des questions au gouvernement d'hier, un commencement de réponse de la part du premier ministre »,** a annoncé Boris Vallaud. **« Contrairement à ce qui a été affirmé, ces générations seront bien concernées par la réforme des retraites. Certes, elles n'y gagneront rien, mais cela ne leur est pas propre ; ce qui leur est spécifique, c'est qu'elles vont voir leur assiette et leur taux de cotisation évoluer sans bénéficier pour autant de nouveaux droits. »**



Président des riches

Pour les pauvres, des nouilles, encore... Voilà la formule qui résume le mieux la politique économique et fiscale conduite depuis 2017.

En effet, les 5% de Français les plus modestes devraient perdre 240 euros par an sous l'effet des mesures 2018-2020, indique un rapport de l'OFCE publié le 5 février. Dans le même temps, les 5% des plus riches devraient empocher... 2 905 euros supplémentaires par an.

L'OFCE a réparti les Français en vingt groupes représentant 5% de la population. Le groupe 1 réunissant les 5% les plus modestes et le groupe 20 les 5% les plus riches. Ce sont les personnes des groupes 13 et 14 qui bénéficieront proportionnellement, le plus de la politique fiscale du gouvernement. Les mesures dans le domaine du logement et de l'assurance chômage sont celles qui ont les impacts les plus négatifs sur les plus modestes.

Ce gouvernement défie les lois de l'apesanteur : il a inventé le ruissèlement par le haut.

Un peu plus d'un mois avant les élections municipales, le Conseil fédéral, qui s'est tenu le 8 février à Brest, a permis aux socialistes du Finistère de faire le point sur les campagnes municipales et d'envisager l'avenir avec une raisonnable confiance.



Privilégier l'union de la gauche et des écologistes

Confiance parce que le raz-de-marée de Marcheurs promis il y a encore quelques mois ne s'est pas réalisé. Il n'est même plus questions de vagues. Ils devaient partout tailler des croupières au PS et prendre la direction de la plupart des communes. **« Mais il n'en est rien »,** a constaté Forough Salami-Dadkhah. **« Dans le communiqué, qu'ils viennent de publier, les députés de la majorité présidentielle ne parviennent à apporter leur soutien qu'à dix listes dans le Finistère »,** a noté la présidente du Conseil fédéral. Il faut tout de même se rappeler qu'au lendemain de la Présidentielle, LREM revendiquait 4 000 adhérents dans notre département.

On comprend mieux pourquoi le gouvernement tente, par tous les moyens, de dépolitiser les résultats de ce scrutin. Mais, quelque soit la teneur des circulaires que pourrait prendre le ministre de l'Intérieur, un nouveau paysage politique émergera au soir du 22 mars, a averti le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec. Et ce paysage déterminera les résultats des élections départementales et régionales qui doivent intervenir en 2021.

« Les députés LREM ne soutiennent qu'une dizaine de listes dans le Finistère. »

Cependant, s'il y aura une lecture nationale des résultats des Municipales, il ne faut pas oublier qu'il s'agit aussi de 36 000 scrutins répondant à des enjeux

locaux, à des histoires particulières, à des rapports de forces politiques originaux.

Dans le Finistère, plusieurs configurations sont possibles : parfois, les socialistes sont l'élément moteur de la liste, parfois, ils figurent sur des listes menées par des représentants d'autres formations de gauche. **« À chaque fois nous avons voulu privilégier l'union de la gauche »,** a rappelé le Premier secrétaire fédéral.

Les projets que proposent les listes de gauche ont tous été élaborés en fonction du bilan de la municipalité sortante, lorsque les socialistes sont en responsabilité, mais aussi des rencontres participatives organisées dans toutes les communes.

Laurent Péron propose de mettre en place une navette maritime qui permettrait de relier les communes littorales de Brest Métropole comme le Relecq-Kerhuon, Plougastel-Daoulas, Plouzané et Brest. **« Nous savons tous que nous vivons sur les côtes d'une des rades les plus belles du monde mais nous ne profitons pas de toutes les opportunités que nous offre cette situation géographique exceptionnelle. Si on veut limiter le trafic automobile, il faut proposer des alternatives. De très nombreux Brestoïses, travaillant à l'Île longue empruntent déjà un transrade. »**



Pour une navette transrade

Autre proposition avancée par la liste *L'Union pour le Relecq-Kerhuon*, permettre à des personnes âgées isolées de déjeuner dans les cantines scolaires. Dans un premier temps, cette possibilité serait offerte un jour par semaine. **« Les premiers retours que nous avons pour cette proposition sont très positifs »,** a souligné Laurent Péron.

« Nous sommes partis très en avance pour avoir le temps de mettre en

place les conditions de l'alternance à Quimper », a rappelé Jacques Le Roux. **« Isabelle Assih a construit son projet de manière participative, d'où le nom de sa liste *Quimper ensemble*. C'est aussi la raison pour laquelle une grande partie de la gauche et des écologistes se sont retrouvés autour de sa candidature. »**

La liste *Quimper ensemble* avance des propositions dans le domaine des mobilités, du logement ou de la jeunesse, avec la création d'une Maison de la jeunesse en centre-ville.



Pour une Maison de la jeunesse

Elle avance aussi plusieurs propositions dans les domaines du sport et de la culture, particulièrement maltraités ou oubliés durant ce mandat.

En face, le maire sortant annonce la construction d'une Arena. **« Il n'a pas été capable de rénover une piste d'athlétisme ou de colmater une piscine qui fuit pendant son mandat, mais il peut annoncer un investissement de 35 millions d'euros pour le prochain »,** a ironisé Jacques Le Roux.

Pour répondre à la demande de sécurité, le maire sortant annonce une Police municipale armée.

Pour Isabelle Assih, la présence d'agents sur le terrain est indispensable. Mais là où Ludovic Jolivet annonce 50 policiers armés, elle en prévoit 15, non armés.

Brest est la dernière ville de France de plus de 100 000 habitants à ne pas avoir mis en place de Police municipale. Et les candidats de la liste *Brest au Cœur* n'entendent pas mettre fin à cette originalité. Contrairement à leurs adversaires qui n'hésitent pas à faire de la surenchère en matière de sécurité, ils et elles considèrent que la lutte contre la délinquance est une prérogative de

Agnes !

la Police nationale. Pour autant, à Brest aussi des brigades de tranquillité et des transports seront mises en place. Elles auront pour mission d'être présentes sur la voie publique et dans les transports, de faire de la médiation et le cas échéant, de faire appel à la Police nationale, a précisé Tristan Foveau.



Brest se dotera d'une COP26

Pour engager la transition environnementale, François Cuillandre et une centaine de candidats de toute la France, ont publié une Tribune appelant à la création de COP26 locale. De quoi s'agit-il ? De mettre en action l'ensemble des acteurs d'un

territoire (élus, entreprises, associations, citoyens...) et de regarder ce que chacun peut apporter en matière de transition écologique. Cette mesure s'inspire de ce qui a déjà été fait à Rouen et qui a donné de bons résultats.

« Les listes de gauche ont toutes élaboré leurs programmes de manière participative. »

Tristan Foveau et Forough Salami-Dadkhah ont présenté la plateforme programmatique de la Fédération composée de 33 propositions dans les domaines de l'environnement, de l'attractivité, des solidarités, de la jeunesse, des écoles, de la démocratie participative, de l'intercommunalité... Chaque commune a ses propres spécificités mais chacune est confrontée aux mêmes défis et doit engager les mêmes transitions. C'est pour les aider que les secrétaires fédéraux ont réalisé ce travail (voir le détail des propositions dans le prochain *Cap Finistère*).

Le BREIS (union régionale du PS) aura un rôle important à jouer dans l'élaboration du projet des socialistes bretons et la coordination des campagnes. C'est à l'unanimité que le Conseil fédéral a approuvé ses nouveaux statuts qui doivent lui permettre d'être plus efficace et plus ouvert sur la société bretonne.

Trente-six jours avant le premier tour des Municipales, l'heure est à l'action, au partage des bonnes pratiques pour être plus efficaces dans la campagne, en réunions publiques ou sur les réseaux sociaux.



Unanimité pour les statuts du BREIS

Vie de la Fédération

Avec vous !

Quarante-cinq jours avant les Municipales, Laurent Péron, tête de liste L'Union pour le Relecq-Kerhuon, et ses colistiers ont présenté le programme qu'ils défendront devant les électeurs pour les Municipales. Plus de 200 personnes ont participé à sa présentation officielle le 30 janvier.

« Nous étions les premiers à présenter notre liste et nous sommes encore les premiers à dévoiler notre projet », a insisté Laurent Péron. **« Un projet élaboré avec les habitants du Relecq-Kerhuon, chiffré et réaliste »,** a-t-il précisé.

Les candidats de L'Union pour le Relecq-Kerhuon se sont donc donnés 45 jours pour aller à la rencontre des électrices et des électeurs et frapper aux 5 300 portes de la commune.

La liste L'Union pour le Relecq-Kerhuon peut s'appuyer sur le bilan des deux mandats précédents.

En effet, depuis 2008, la commune a profondément changé. Cela se traduit par de nouveaux équipements comme la médiathèque ou des complexes sportifs, mais aussi par un état d'esprit qui privilégie toujours la participation des habitants. C'est cette dynamique que le projet propose d'amplifier.

Le programme s'articule autour de trois grands axes : agir pour tous, prendre soin de la commune et de ses habitants



Une dynamique à amplifier

et faire participer les habitants. Il peut se résumer en une formule : Avec vous !

Pour l'élaborer, les candidats se sont inspirés des réunions participatives organisées depuis plusieurs mois. D'ailleurs, le document de 22 pages qui reprend les engagements précise quelles mesures découlent des réflexions et des propositions faites par les habitants : réduction de la vitesse des voitures, amélioration des pistes cyclables, prévention de l'isolement et mise en place d'un dispositif « voisins bienveillants »...

« Notre programme est chiffré et réalisable », a insisté Laurent Péron. La gestion des finances municipales durant deux mandats leur laisse des marges de manœuvre pour continuer à investir. La dette par habitants n'est que de 282 euros alors que la moyenne des communes comparables est de 900 euros.

En savoir plus : <https://union-pour-le-relecq-kerhuon.fr>

15 et 22 mars
Premier et second tours
des Municipales.

J-37

Bonnes campagnes
à toutes et à tous !

Répondre au défi du jihadisme

Hugo Micheron

Dans le Finistère, la DGSJ a procédé à l'interpellation de sept personnes soupçonnées de préparer des attentats ou de vouloir se rendre vers la zone irako-syrienne. Dans « Le jihadisme français » (Gallimard), Hugo Micheron décrypte les ressorts de cette idéologie qui n'a pas disparu avec l'échec du Califat.

Cap Finistère : Comment avez-vous pu rencontrer les jihadistes que vous décrivez dans votre livre ?

Hugo Micheron : J'ai mené mon étude sur trois terrains d'observation. Comme l'indique le sous-titre de mon livre : quartiers, Syrie, prisons. En 2015, j'ai obtenu des autorisations pour rencontrer des jihadistes, de Daech ou Al-Qaïda, détenus dans des prisons françaises. Je les ai rencontrés, hors de la présence de surveillants, pour des entretiens individuels plus poussés au cours desquels ils m'expliquaient leurs trajectoires personnelles, intellectuelles et religieuses. Je me suis également rendu sur les zones de conflit, au Moyen-Orient, ainsi que dans certains quartiers de Toulouse, de région parisienne ou à Molenbeek, dans la banlieue de Bruxelles. J'ai pu y rencontrer des travailleurs sociaux pour comprendre pourquoi des quartiers, très similaires sociologiquement, pouvaient être totalement épargnés par le jihadisme ou, au contraire, envoyer des dizaines de combattants au Levant.

Cap Finistère : Y a-t-il une spécificité des jihadistes français ?

Hugo Micheron : Le phénomène que je décris touche en fait une grande partie de l'Europe de l'Ouest.

On peut tout de même trouver des spécificités françaises. D'abord, par l'ampleur du phénomène, puisque 2000 Français sont impliqués dans le jihadisme, soit 40 % des effectifs européens.

Ensuite, par la violence des attaques qui ont frappées notre pays. Enfin, la France est considérée, par les jihadistes, comme le fer de lance idéologique de l'Occident. La république laïque, le contrat social français représentent tout ce qu'ils détestent. D'ailleurs, il est ressorti des entretiens que j'ai mené, que les terroristes avaient sous-estimé la solidité du tissu social français et son attachement à la République. Ils pensaient vraiment que les attentats de 2015 fractureraient la société française.

Cap Finistère : À leurs yeux, la France est aussi le pays de la guerre d'Algérie.

Hugo Micheron : Absolument et on assiste à un véritable révisionnisme de la part des jihadistes qui tentent de faire passer une guerre

de libération nationale pour une guerre religieuse.

Les jihadistes doivent inventer l'après Daech. C'est pour cette raison qu'ils imaginent de nouvelles stratégies et l'une d'entre elle consiste à élargir leur base et à créer des espaces dans lesquels ils pourront recruter de nouveaux combattants. La récupération de la mémoire de la guerre d'Algérie peut leur être utile.

Cap Finistère : Pourquoi la prison est-elle « l'Ena du jihad » ?

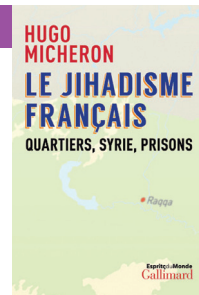
Hugo Micheron : Pendant des années les sociologues ont repris les travaux de Michel Foucault (Surveiller et punir) sur la prison qui était considérée comme un espace clos où rien ne se passe, où le temps s'arrête et surtout où les détenus n'ont aucun contact entre eux ou avec le monde extérieur. Or, ce qui se passe dans les prisons en 2020 est bien différent de ce qui se passait en 1975 et on peut même dire que la détention constitue, pour les jihadistes, un terrain d'action où ils peuvent se former et recruter, même s'ils sont étroitement surveillés. L'administration pénitentiaire sait repérer les profils les plus dangereux mais des idéologues savent aussi déjouer leurs grilles d'évaluation.

Cap Finistère : L'idée d'une possible déradicalisation est donc un leurre ?

Hugo Micheron : Je sais très bien ce qu'est un jihadiste, mais je ne sais pas ce qu'est un radicalisé. Avec cette notion, on simplifie un phénomène qui est bien plus complexe. On laisse entendre que les personnes incarcérées auraient succombées à une crise de folie passagère. Or, il n'en est rien et je pense que le défi du jihadisme est devant nous car cette idéologie s'est construite patiemment, à basse intensité, depuis au moins vingt ans.

Cap Finistère : Alors quelle attitude devons-nous adopter, collectivement, face au jihadisme ?

Hugo Micheron : La démocratie française a tout connu : des guerres, des crises sociales et politiques très sévères et elle y a survécu. Je pense que nous pouvons nous hisser à la hauteur des enjeux mais pour cela nous devons aborder ce défi de façon dépassionnée, en évitant à la fois le déni et l'hystérisation. La réponse au défi jihadiste ne peut pas être uniquement sécuritaire. C'est sans doute la dimension où nous sommes le plus efficace, mais ça ne suffira pas. Il est essentiel que les partis, les associations et l'ensemble des citoyens prennent la mesure du phénomène.



Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1299 - Vendredi 14 février 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

